

PROGRAMME DU TRAVAIL D'EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (EDSC)

Le Programme du travail d'EDSC négocie et administre les dispositions relatives au travail des accords commerciaux signés par le Canada. Ces accords comprennent des engagements visant à protéger les droits et principes relatifs au travail, reconnus à l'échelle internationale, et à faire appliquer les lois nationales sur le travail. En protégeant les droits fondamentaux des travailleurs et en améliorant les conditions de travail et le niveau de vie dans les pays partenaires, ces accords garantissent une concurrence équitable pour l'industrie canadienne dans le contexte de la mondialisation de l'économie.

EDSC fournit également une aide technique par la voie de projets de renforcement des capacités qui appuient la modernisation des politiques et de l'administration du travail dans les pays en développement. Ces projets favorisent une meilleure application des lois nationales sur le travail et un plus grand respect des droits relatifs au travail reconnus à l'échelle mondiale, ce qui fait partie intégrante des droits de la personne. Ils aident les pays en développement à satisfaire à leurs obligations en vertu des dispositions relatives au travail des accords commerciaux, ce qui contribue à une croissance économique durable et à l'avancement de la démocratie.

Par le biais de son programme d'aide technique, EDSC vise à renforcer les institutions de gouvernance démocratique, à promouvoir la croissance économique dans le respect des droits des travailleurs et à améliorer les conditions de travail dans les pays partenaires.

Les projets suivants ont bénéficié d'un appui en 2015-2016 :

- Le projet de renforcement des capacités en matière de médiation et d'arbitrage dans les conflits de travail en Chine de l'Université de Montréal vise à améliorer le respect des principes internationaux en matière de travail, comme la liberté d'association des travailleurs et la négociation collective, à faire la promotion de la bonne gouvernance par le renforcement des capacités des médiateurs et des arbitres chinois et à renforcer la démocratie en milieu de travail en incitant les partenaires des milieux de travail à recourir à des processus de prévention et de résolution des conflits de travail.
- Le programme Better Work de l'Organisation internationale du travail au Vietnam vise à renforcer le dialogue social dans le secteur du vêtement, tout particulièrement entre le gouvernement, les employeurs et les organisations d'employés, afin d'améliorer la capacité des fabriques de vêtements à se conformer aux principales normes internationales en matière de travail, notamment la liberté d'association et la négociation collective.
- La Fundación para la Paz y la Democracia veille à ce que les vérificateurs honduriens de la santé et de la sécurité au travail se conforment aux pratiques internationales et à ce que les employeurs puissent mieux appliquer les normes en ce domaine.

activités librement, au moyen d'Internet et des supports traditionnels. Il y a deux ans, avec l'aide du Canada, Internews — une ONG internationale qui travaille en faveur de l'indépendance des médias et de l'accès à l'information dans le monde, a lancé une initiative visant à renforcer le journalisme d'enquête en Ukraine. Cette initiative a donné naissance à ce qui est rapidement devenu la principale émission de journalisme d'enquête du pays. S'adressant à l'auditoire de la télévision grand public, de la Web télé, de YouTube et de Facebook, l'émission de télévision *Slidstvo.info* a maintenant un public grandissant, estimé à plus de 9,5 millions de personnes. En 2015-2016, ce projet a permis de produire 149 reportages d'enquête sur des enjeux sociaux importants, qui se sont traduits par une plus grande transparence et responsabilisation du gouvernement. Ces reportages ont donné lieu à la démission de huit hauts responsables après que le public ait été informé des allégations de corruption les concernant.

PROCESSUS ÉLECTORAUX ET SYSTÈMES DE PARTIS POLITIQUES

La tenue d'élections libres et justes est au cœur d'une démocratie représentative. Le Canada appuie les institutions et les processus électoraux, ainsi que l'éducation et l'engagement civiques, tout au long du cycle électoral. Il appuie également les missions d'observation électorale en déployant des observateurs électoraux canadiens, et en aidant des groupes d'observateurs électoraux nationaux de pays partenaires. Ces efforts aident à contrer la fraude électorale en temps réel. Les recommandations issues des missions d'observation électorale facilitent le développement à long terme d'élections libres et justes.

En 2015-2016, le Canada a consacré 5,1 millions de dollars à des missions d'observation électorale multinationales et nationales et il a déployé 302 observateurs canadiens et internationaux lors d'élections en Haïti, au Guatemala, au Guyana, au Kirghizistan, au Sri Lanka, au Suriname et en Ukraine. Dans le cadre de ces efforts, le Canada a collaboré avec différents partenaires, y compris l'Organisation des États



Pays : Kirghizistan © CANADEM